

Revue de la
POLITIQUE
MONDIALE

PREMIERE ANNEE N° 13

*

BEOGRAD, LE 22 NOVEMBRE 1950

NOTRE CHEMIN (par Josef Schappe)

COMPLICATIONS EN COREE

DE L'ONU:
POUR METTRE FIN A L'AGRESSION D'UNE
MANIERE EFFECTIVE OU PROPAGANDISTE

UN SILENCE LOQUACE

NOS COMMENTAIRES:
MISE EN EVIDENCE SOVIETIQUE DU PROBLEME
ALLEMAND AU PREMIER PLAN
LES RELATIONS GRECO—YOUGOSLAVES
APRES LES ELECTIONS POUR LE CONGRES AMERICAIN
LES INCOVENIENTS DE L'UNION EUROPEENNE
DES PAIEMENTS
SHEFFIELD—VARSOVIE

LA VIE DE LA YOUGOSLAVIE SOCIALISTE:
LES PREMIERS PAS DES CONSEILS OUVRIERS

A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA
PROPAGANDE:
UNE CONSEQUENCE SUBIE CINQ MOIS AVANT QUE SA CAUSE
FUT CONNUE

REDACTEURS: DOUCHAN TIMOTIEVITCH ET ZDRAVKO PETCHAR

Revue de la POLITIQUE MONDIALE

LA REVUE A LE CARACTERE D' UNE
TRIBUNE LIBRE ET PUBLIE LES
CONSIDERATIONS DES AUTEURS YOU-
GOSLAVES ET ETRANGERS SUR LES
DIVERSES QUESTIONS DE POLITIQUE
INTERNATIONALE

LA REVUE PARAIT DEUX FOIS PAR
MOIS

EDITEUR:
L'UNION DES JOURNALISTES
DE YOUGOSLAVIE

REDACTEURS:
DOUCHAN TIMOTIEVITCH
et
ZDRAVKO PETCHAR

SOMMAIRE

Nos commentaires:	
COMPLICATION EN COREE	3
LES RELATIONS GRECO-YOU- GOSLAVES	4
MISE EN EVIDENCE SOVIETI- QUE DU PROBLEME ALLEMAND AU PREMIER PLAN	5
SHEFFIELD-VARSOVIE	5
APRES LES ELECTIONS POUR LE CONGRES AMERICAIN	6
LES INCOVENIENTS DE L'U- NION EUROPEENNE DES PAIE- MENTS	7
LES RESULTATS D'UNE CON- TRAINTTE	7
FIN D'UNE MANOEUVRE MAN- QUEE	8
LES MOTIFS DE LA REFORME MONETAIRE EN POLOGNE	8
NOTRE CHEMIN	par Josef Schappe 9
De l'ONU:	
POUR METTRE FIN A L'AGRES- SION D'UNE MANIERE EFFEC- TIVE OU PROPAGANDISTE?	BAS 11
UN SILENCE LOQUACE	S. Karaoglanovitch 12
La vie de la Yougoslavie socialiste:	
LES PREMIERS PAS DES CON- SEILS OUVRIERS	R. Vouyovitch 14
A travers le brouillard de la pro- pagande:	
UNE CONSEQUENCE SUBIE CINQ MOIS AVANT QUE SA CAUSE FUT CONNUE	D. T. 15

Collaborateurs de ce numéro:

Josef Schappe, rédacteur en chef du journal «Freie Tribüne», organ initiateur du Comité pour l'organisations du Parti indépendant ouvrier allemand, qui paraît à Düsseldorf. Ouvrier verrier comme métier né à Rattigen. Tout jeune il appartient au mouvement ouvrier. Avant 1933 il était rédacteur en chef à l'organ du Parti communiste allemand «Die Freiheit». Après l'avènement des nazis au pouvoir il est traduit devant les tribunaux et condamné aux travaux forcés. Pendant la guerre il a été aux camps de concentration de Buchenwald où se trouvaient des communistes de différent pays. Au camp de concentration il était membre du Comité du Parti communiste. Après la guerre il était membre du Secrétariat du Parti communiste allemand pour la région du Rhin-Wesphalie et le rédacteur principal de l'organ central du Parti, la journal «Freie Volk». A cause de l'opposition à la politique kominformiste des dirigeants du Parti communiste il abandonna le Parti. A la conférence de Rattigen, qui a eu lieu cette année au mois de juillet, et à laquelle 57 délégués de toute l'Allemagne étaient présents, les membres évencés du Parti et ceux qui l'ont abandonné, ensuite les socialistes de gauche et les représentants des autres groupes marxistes, ayant pour but de fonder un nouveau parti indépendant, il a été élu comme rédacteur en chef du journal «Freie Tribüne».

Radé Vouyovitch, rédacteur des rubriques économiques de «Borba», organ du Parti communiste de Yougoslavie.

Autres collaborateurs le collège des rédacteurs et les membres de l'Union des Journalistes de Yougoslavie.

MATHEMATIQUES SUPERIEURES



LE CALCUL MONTRE CLAIREMENT QUE LE DELAI
YOUGOSLAVE DE 24 HEURES ACCORDE POUR LA CES-
SATION DES HOSTILITES EST BEAUCOUP PLUS LONG
QUE LE NOTRE QUI PREVOIT QUATORZE JOURS
SEULEMENT («Je ž» — Beograd)

Revue de la POLITIQUE MONDIALE

NOS COMMENTAIRES

COMPLICATIONS EN COREE

VOLONTAIRES ou troupes régulières, peu importe, les Chinois se trouvent en Corée et combattent contre les forces de Mac Arthur. Cette constatation n'a certes été agréable à aucun de ceux qui pensent vraiment à la paix quand ils parlent de paix et qui distinguent la colombe de la Paix du canard migrateur sheffields-polonais.

La seule question de savoir s'il s'agit ou non de volontaires est secondaire. Il est vraisemblable que le Gouvernement de Pékin lui-même hésiterait à démentir qu'il a mis à la disposition des forces chinoises qui combattent en Corée des équipements et des armes, ainsi que le moyen de transport qui les ont amenés en Corée. Le fait qu'on procède ouvertement en Chine à un collectage de fonds en vue d'achats d'armes et d'équipements peut, dans le cas le plus favorable, avoir uniquement pour effet d'alléger les charges de la Banque Nationale, car tout le matériel en question est fabriqué dans les manufactures d'Etat et n'est pas destiné à la vente libre.

D'ailleurs, il ne s'agit actuellement pas, en Corée, d'un problème dont des prestidigitations juridiques pourraient faciliter la solution. Les Nations Unies et le monde entier se trouvent confrontés par un problème politique de premier plan dont les implications dépassent sensiblement le cadre de la Corée, et même de l'Extrême-Orient en tant que partie du monde déterminée.

En partant de ce point de vue pour aborder le problème de la présence de troupes chinoises en Corée, nous

devons d'abord poser la question de savoir pourquoi l'intervention chinoise s'est produite en novembre et pas plus tôt. Pourquoi, par exemple, la Chine a-t-elle suivi d'un oeil tranquille les assauts désespérés lancés par les Nord-Coréens, au prix de lourdes pertes et de vains sacrifices, contre la tête de pont de Fusan? Pourquoi Pékin a-t-il permis, d'abord, la déroute des troupes de Kim-Ir-Sen, équipées par les Russes?

Il est difficile de répondre avec une entière certitude à toutes ces questions, mais une chose est certaine, c'est que Pékin a visiblement hésité à s'ingérer directement dans le conflit de Corée.

Les motifs qui ont en fin de compte amené Mao-Tse Tung à prendre une part active à ce conflit peuvent être de nature diverse. Quelle qu'ait pu être l'influence de Moscou en cette occurrence, le franchissement du trente-huitième parallèle a dû éveiller de l'inquiétude à Pékin.

Il est difficile de supposer que la seule raison de l'intervention de la Chine a été la défense de l'Hydro-centrale sur le fleuve-frontière Yalou, mais il est certain que ce facteur a joué un rôle important. En tout état de cause, à en juger d'après les communiqués du théâtre des opérations, il semble que les forces chinoises ont circonscrit jusqu'ici leurs activités dans une zone relativement étroite le long de la frontière coréo-mandchoue. On peut en conclure que le Gouvernement de Pékin non plus n'a pas l'intention de laisser le conflit prendre de l'extension et qu'il s'agit plutôt ici d'une

action d'ordre politique que d'une immixtion purement militaire dans les luttes en Corée.

Autant qu'il est possible d'en déduire des déclarations faites au Conseil de Sécurité et ailleurs, il paraît que telle est aussi la façon dont les grandes puissances occidentales ont apprécié nouvelle situation. La manière dont l'une et l'autre des parties ont réagi devant le cours des opérations en Corée laisse donc ouverte la possibilité de circonscrire le conflit de Corée et de le liquider par des négociations à Lake Success, où doivent bientôt arriver aussi les délégués du Gouvernement de Pékin.

Toutefois, l'attitude de Moscou doit également être prise en considération. Jusqu'à présent, les échecs en Corée ont signifié pour l'U.R.S.S. une perte sensible de prestige. La liquidation du conflit par un compromis, qui serait dû en grande partie à la pression que constitue la présence de la Chine dans la zone frontrière, pourrait accroître le prestige de la Chine, mais ne pourrait guère augmenter l'influence de l'U.R.S.S. en Corée ou en Chine.

Il n'y aura donc pas lieu de s'étonner si la reconnaissance des intérêts de la Chine dans la zone frontrière, et en premier lieu du droit de la Chine à exploiter l'énergie électrique de la centrale dont les installations sont situées à cheval sur la frontière, n'est pas accueillie avec enthousiasme à Moscou. Il peut résulter de ceci de nouvelles complications dont le premier signe avant-coureur est l'attitude négative de la

NOS COMMENTAIRES

délégation de l'Union Soviétique à l'égard de la résolution assurant la garantie des intérêts de la Chine dans la zone frontrière.

Toutefois, l'Organisation des Nations Unies pourra aplanir ces complications, car il semble que l'attitude de l'Union Soviétique n'implique pas la volonté de recourir à une intervention directe de l'Armée soviétique.

Une question bien, plus sérieuse est celle de savoir quelle sera la situation lorsqu'on en sera arrivé à la constitution d'une zone-tampon spéciale entre la Corée et la Chine. Dans cet ordre d'idées, l'histoire a prouvé que le règlement de litiges par la création de territoires-tampons artificiels ne fait qu'ajourner le conflit et ne constitue, par conséquent, qu'une source de nouvelles frictions constantes.

Dans le cas en question, il pourrait en résulter pour la Corée une nouvelle ligne de démarcation au même emplacement que l'ancienne (sur le trente-huitième parallèle) et la répétition, sous une autre forme, d'une situation identique à celle qui a conduit au conflit le long de ce parallèle.

Il s'ensuivrait, en fait, une solution de la question de Corée non sur la base de l'unité et de l'indépendance du pays, mais sur la base d'un nouveau partage des sphères d'influences en Corée dans lequel interviendrait cette fois, outre l'U.R.S.S., également la Chine.

Le fait de placer les Nations Unies devant une situation pareille, dont l'issue la plus simple semble être la liquidation de l'ancien problème en suscitant un nouveau tout aussi compliqué, n'a évidemment pas été une solution des plus avisées. Or, cette décision était prise en substance déjà à l'époque où les troupes du général Mac Arthur reçurent l'ordre de franchir le trente-huitième parallèle, avant que la solution politique essentielle de cette question eût été mûrement réfléchie au préalable.

Les espoirs qu'entretenaient à l'époque les milieux qui ont poussé à cette décision — qui s'attendaient à une fin rapide de la guerre de Corée — se sont révélés infondés. Il est vraisemblable que cette erreur qui consiste à forcer inconsidérément des décisions d'un caractère pure-

ment militaire, ne se reproduira heureusement plus. Le danger principal réside actuellement dans la possibilité de la réapparition de zones d'influences, ramifiées par une nouvelle ligne de démarcation.

Pour trouver une issue à cette situation, il est évident que, maintenant comme dans le passé, bien que cela semble plus difficile maintenant que dans le passé, il faut en rechercher la solution dans la satisfaction des aspirations du peuple coréen à l'unité et à l'indépendance, que les Nations Unies devraient mettre toute leur autorité à lui garantir. Cela est d'autant plus important que la situation général en Orient asiatique est extrêmement tendue et lourde de menaces de conflits divers. Cette tension ne pourra céder que si l'on renonce aux conceptions dangereuses selon lesquelles les peuples d'Asie peuvent être traités en objets de politique des sphères d'influences.

Les relations Gréco-Yougoslaves

IL PARAÎT qu'après la constitution du nouveau Gouvernement grec, duquel sont évencés les représentants des populistes du Parti Caldaris, la question de rétablissement des relations normales entre la Yougoslavie et la Grèce s'est engagée dans la voie d'avancer de son point stagnant. La non-existence des relations normales entre les deux pays voisins est au préjudice des deux parties en cause, ainsi que chaque tentative qui aurait pour but le changement de cet état pourrait être bien applaudie, étant donné que ce serait en faveur de la collaboration internationale et à l'intérêt de la paix dans cette partie du monde. C'est pour ces raisons que n'ont pas cessé les efforts du côté yougoslave afin que ces buts soient atteints, quoique, malheureusement, toute conception manqué du côté adverse.

La décision de mettre en marche le rapatriement de 57 sujets des forces armées de Grèce qui ont, les dernières années et pour des raisons différentes passé sur le territoire yougoslave, où ils furent internés, fait preuve aussi de la bonne volonté de la Yougoslavie ainsi que la question de la normalisation des

relations qui fut, entre autre, résolue d'une façon positive. La majeure partie de la presse grecque a applaudi ladite décision du Gouvernement yougoslave en tant que comme manifestation de sa bonne volonté et la mesure vers la normalisation des relations entre les deux pays. Ces faits furent aussi approuvés par une déclaration du Mr Venizelos, président du Gouvernement grec. Mais commentant favorablement les nouvelles sur le rapatriement mentionné, certains journaux grecs ont cependant en même temps cité quelques inexactitudes, notamment qu'il fut exécuté de la part yougoslave le rapatriement non seulement des sujets militaires grecs mais aussi des soi-disant otages ou civils emmenés du territoire grec. Les données concernant les otages et les civiles sont de pure invention. Telles personnes ne se sont jamais trouvées comme elles ne se trouvent même pas à présent sur le territoire yougoslave.

La Yougoslavie a fait aussi la preuve de sa bonne volonté afin de rendre meilleures ses relations avec la Grèce en entreprenant des mesures nécessaires pour accélérer l'exécution de la Résolution de l'Assemblée Générale visant le rapatriement des enfants grecs.

La Croix Rouge Internationale à l'initiative de la Croix Rouge Yougoslave par laquelle doit se faire le rapatriement des enfants grecs a envoyé son représentant à Athènes. De cette manière le rapatriement du premier contingent de 63 enfants grecs dont les parents se trouvent en Grèce se fera le plutôt possible.

L'opinion publique yougoslave a approuvé avec plaisir les nouvelles concernant les déclarations émanant de la Grèce que le Gouvernement grec est prêt de rendre possible le transport des marchandises par la Zone Libre Yougoslave à Salonique. (De pareils transports se sont effectués au cours de 1945 concernant les envois d'UNRRA destinés à la Yougoslavie.)

Ce fait montre que du côté grec on commence d'approcher avec plus de compréhension la question de la mise en vigueur des relations normales avec la Yougoslavie, ce qui sera, sans aucun, doute utile pour les deux pays, et facilitera leur fertile collaboration sur le champ économique.

NOS COMMENTAIRES

Mise en évidence soviétique du problème Allemand au premier plan

AU MOMENT de l'apparition des unités militaires chinoises en Corée et lorsque la tension au Sud-Est de l'Asie touchait son point culminant, l'Union Soviétique a essayé d'une façon inattendue de placer de nouveau au premier plan la question de l'Allemagne. Le 3 novembre, le sous-secrétaire d'Etat Soviétique Gromiko a proposé aux Etats-Unis, à la Grande Bretagne et à la France une réunion des ministres des Affaires Etrangères des quatre grandes puissances pour discuter la question de l'Allemagne, présentant, en même temps, une plateforme pour la conduite de cette discussion, c'est-à-dire pour «la résolution pacifique du problème allemand».

La susdite note soviétique n'est au fait que le renouvellement dans une forme officielle de la déclaration des ministres des Affaires Etrangères des pays de l'Est européen donnée à l'issue de leur conférence qui a eu lieu à Prague au mois d'octobre a. c. Mais cette déclaration n'était qu'un coup de propagande soviétique, dans le but unique de détourner l'attention de l'opinion publique mondiale des événements qui se déroulent dans l'Extrême-Orient et de couvrir l'échec de l'obstruction politique de l'Union Soviétique à l'ONU. Le but simultané de la susdite proposition soviétique est aussi d'introduire le plus possible de confusion dans les rapports entre les puissances occidentales au moment qu'elles envisagent la question de réarmement de l'Allemagne.

Les milieux politiques et officiels de l'Occident ont reçu cette proposition avec froideur. Ils sont d'accord, en général, sur l'utilité de la réunion des quatre ministres, mais nourrissent très peu d'espoir en la possibilité d'aboutir à des résultats positifs quelconques, étant donné que l'Union Soviétique a exercé jusqu'à présent une obstruction systématique aux cours des pourparlers avec l'Autriche, dont le problème est bien plus simple que celui de l'Allemagne. Ces milieux soulignent, en même temps, que l'Union Soviétique lors des conférences récentes n'a jamais fait des concessions aux préjugés de ses mots (tant qu'ils expriment l'état

intérêts en faveur du règlement des relations internationales et interalliés.

Selon l'opinion générale, l'initiative de l'URSS pourrait être adoptée autant qu'elle fait preuve d'une volonté réelle d'entente.

A en juger par les expériences acquises sur l'Union Soviétique et d'après la politique que les puissances d'occupation mènent en Allemagne (chacune d'elles applique une politique répondant à ses propres intérêts) aucune de ces puissances ne nourrit réellement une volonté sincère d'une entente réelle.

Le plus probable de tout ça est que l'Union Soviétique cherche un prétexte de convoquer une réunion des ministres des Affaires Etrangères, pour avoir l'occasion d'obtenir (hors du cadre du problème allemand et se tenant de ses propres conceptions de débattre des problèmes différents exclusivement entre les grandes puissances au sein et en dehors de l'ONU) certains avantages. Au moins un certain effet de propagande qui pourrait servir d'une injection rafraichissante à la propagande anémique de paix des soviètes et à leur politique hypocrite de divergence entre leurs paroles et leur actes.

Par suite de cela et sans égard aux décisions des grandes puissances occidentales, qui envisagent aussi les choses d'après leurs perspectives, il ne faut pas s'attendre à des résultats réels, même si une réunion des ministres des Affaires Etrangères des puissances occidentales aurait eu lieu avec le sous-secrétaire de l'Union Soviétique. Car, à en juger par tous les faits, nulle partie ne voudrait renoncer à ses intérêts particuliers en Allemagne. Il en résulte, alors, que même si les puissances occidentales avaient consenti à une telle réunion, elle s'écoulerait à l'instar de toutes les autres n'ayant le moindre reflet sur le sort du peuple allemand.

Sheffield - Varsovie

EN parlant des préparatifs pour le Congrès Sheffield-Varsovie, tenu ces jours, la presse soviétique a écrit: que ces préparatifs ont présenté la plus grande lutte épique pour la paix qui fut jamais inscrite dans l'histoire humaine. A ces gros

réel, nous laissons à chacun le soin de juger personnellement) son ajoutés ceux qui parlent des futurs devoirs du Congrès (dans le monde habituellement les devoirs de certaines organisations se proclament au congrès et jamais avant) Entre les devoirs futurs il y a ceux qui sont bien connus: La découverte continuelle des propagateurs de la nouvelle guerre «leur rappel à la responsabilité» etc. Quand on ajoute à ceci la parole de Sheffield «défendre toute la propagande de guerre» alors on obtient l'image qui devrait entièrement décrire les intentions de paix des convocateurs et organisateurs du Congrès. Et tout ceci on pourrait d'une façon quelconque expliquer au public, non renseigné, aux hommes de bonne volonté et ils pourraient en être portés à adopter ces paroles comme plateforme unique pour la paix. Mais cette «lutte épique pour la paix» ces jours-ci, de nouveau a montré, qu'elle porte sur elle le cachet de l'hypocrisie du mensonge et de consciente malice, qui, encore une fois et pour toujours l'empêche de parler au nom de ces principes sur laquelle, l'organisation du Congrès Mondial des Partisans de la Paix, est fondée.

Sur un tel caractère de leur activité ont montré de nouveau les hommes yougoslaves, quelques jours avant le commencement du Congrès à Varsovie, à la session plénière du Comité national yougoslave pour la Défense de la Paix, et ont attiré l'attention du monde sur les faits, qu'on ne doit pas perdre de vue, quand on parle de ces hommes, qui s'efforcent de montrer la colombe de Picasso, fermée dans la cage de la politique hégémonique soviétique, comme le beau et calin symbole de la paix.

Les Yougoslaves, contre qui, plus de deux ans et demi est menée une campagne inconnue de menaces et de démonstrations avec les armées à leurs frontières, ont déclaré au temps où cette méthode «de persuasion» était dans sa pleine application, (au mois de juillet cette année) qu'ils ne prendrons jamais les armes comme moyen de leur politique nationale, sauf dans le cas de légitime défense. Pour persuader le monde que leurs paroles de paix ne sont pas en contradiction avec leurs actions, les yougoslaves se sont adressées à toutes les organisations pour la paix du

NOS COMMENTAIRES

monde et entre eux aussi, au Congrès Mondial des Partisans de Paix, afin qu'ils envoient leurs représentants en Yougoslavie afin de se persuader sur place combien sont invraisemblables et mensongeuses les accusations des Gouvernements des pays kominformistes et de leur propagande qui dit que la Yougoslavie prépare la guerre agressive contre ses voisins et l'URSS. Les organisations nombreuses et particulières ont répondu à cet appel et ont constaté l'état réel des choses en Yougoslavie. Et ceux qui ont pendant ce temps mené «la lutte épique pour la paix» n'ont pas répondu à l'appel, mais ont permis à leur appareil de propagande de continuer à faire peur au monde avec leurs accusations disant que la Yougoslavie se prépare pour la guerre en Europe. Avec la permission de cette activité ils ont permis que le Congrès Mondial des Partisans de la Paix se range dans le même rang avec les éléments qui travaillent pour développer l'activité qui menace la paix dans le monde. Au lieu de se contrepeser à la politique hégémonique du Gouvernement de l'URSS qui ne choisit pas les moyens pour forcer la Yougoslavie au renoncement de l'indépendance politique et nationale. Le Congrès des Partisans de Paix continuent avec le soutien de la psychose de guerre dans le monde et les mensonges que la Yougoslavie est celle qui menace, soi disant, les autres pays. Sur une telle activité «de paix» comme il n'en fut jamais inscrit dans l'histoire humaine — comme dit la presse soviétique les hommes yougoslaves — le mieux ont répondu par les mots de l'éminent écrivain Miroslav Krleža, qui, à l'Assemblée des Combattants Yougoslaves pour la Paix, a prononcé:

«Nous recommandons au Congrès de la Paix (à ces Messieurs à Varsovie) auquel on parle de notre mort, nous recommandons au nom d'un pays socialiste qui n'a pas de raisons de faire la guerre (car il a, par sa propre lutte sanglante et lourde assuré, pour lui, toutes les conditions de dominer son arriéré et sa pauvreté, comme résultat de la guerre de six ans), que leurs paroles de notre préparation de guerre sont un mensonge justifié d'une façon internationale.

Après les élections pour le Congrès américain

LE SUCCÈS du Parti Républicain aux élections du 7 novembre n'a pas été inattendu. Aux élections inter-présidentielles, lorsque le vote n'est pas sans l'influence dominante des élections pour le futur président la diminution du nombre des voix du parti dominant est un phénomène fréquent. Dans le système américain, dans lequel le résultat des élections inter-présidentielles n'entraîne pas une modification du Gouvernement, celui-ci n'étant pas responsable devant le Congrès, les électeurs votant pour l'opposition extériorisent ainsi leur critique à l'activité du Gouvernement sans pour cela mettre en question son maintien. Bon nombre de ceux qui le 7 novembre votèrent contre le Gouvernement ne l'auraient sûrement pas fait s'il s'agissait d'élections qui décident de l'existence du Gouvernement. Les élections inter-présidentielles servent donc souvent à prévenir le Gouvernement et à corriger efficacement son activité. Ceci, cependant, ne diminue pas la signification du succès du Parti Républicain.

Les résultats des élections sont sans doute une excitation et un soutien aux désirs de voir une politique extérieure plus résolue en Extrême Orient et une participation plus active du Parti Républicain dans la formulation de cette politique. Ils renforceront sûrement la position de ceux qui désirent le renforcement et la remilitarisation de l'Allemagne et du Japon. De plus, le nouveau Congrès sera sans doute plus réservé en ce qui concerne l'accord de crédits d'aide aux différents pays, tels que le plan Marshall, d'aide pour l'armement des pays européens, etc. Ceci concerne particulièrement l'aide aux pays de l'Europe occidentale qui seront tenus à l'avenir de faire des efforts plus considérables pour s'aider eux-mêmes et à accepter encore plus de sacrifices pour l'armement et des concessions aux désirs américains particulièrement en ce qui concerne l'Allemagne. Un grand nombre, ce-

pendant, espèrent que cette diminution de l'aide n'influencera pas d'une façon sensible la participation des Etats-Unis aux actions humanitaires qui s'organisent par l'intermédiaire des Nations Unies ou par voie d'accords bilatéraux.

Dans l'ensemble, cependant, il ne semble pas qu'une reorientation de la politique américaine soit en vue. Les malentendus entre le Gouvernement et l'opposition ne concernent pas les buts vers lesquels tend la politique américaine sur le plan mondial, ni la politique américaine envers et à l'ONU, ni l'armement. Les malentendus sont plutôt du domaine de la tactique et des méthodes à employer afin d'atteindre ces buts et de l'accent qu'il faut donner à certains aspects de la politique américaine. D'autre part, les résultats des élections n'obligent pas le Gouvernement à des concessions immédiates. Le Parti Démocrate a conservé la majorité au Congrès, bien que diminuée. L'opposition, d'autre part, n'est ni assez forte ni assez unifiée pour imposer sa volonté et ses points de vue. C'est pourquoi il est très probable qu'on trouvera un compromis qui renforcera la politique extérieure bipartite menée, en principe, jusqu'aujourd'hui. Ici, il faut signaler le désir des républicains de voir le Ministre des Affaires Etrangères, Dean Acheson, donner sa démission. Cependant, ceci ne semble pas devoir se réaliser dans un futur immédiat. En tout cas, une modification éventuelle du State Department ne signifierait pas une modification de la politique extérieure des Etats-Unis.

Sur le plan intérieur, cependant, les résultats des élections signifient qu'il faudra abandonner certains points du «fair deal», du programme social de Truman et que des mesures plus sévères d'économie seront prises à l'égard des dépenses de l'appareil de l'Etat, ainsi que des mesures plus sévères envers «les communistes et leurs compagnons», ainsi que l'on nomme aux Etats-Unis les partisans des organisations de gauche et de toutes les organisations avancées.

NOS COMMENTAIRES

Les inconvénients de l'Union européenne des paiements

La première période des règlements de comptes dans la vie de l'Union européenne des paiements est terminée, pendant que les résultats en ont été publiés seulement six semaines après. Pourquoi tant de mystère autour du règlement de compte des membres de l'Union? Cela vient sans doute du désir d'éviter les conséquences de la publication du grand et imprévu déficit de certains pays, avant qu'on prenne les résolutions pour l'annulation du déséquilibre qui s'en ensuit, c'est-à-dire que les initiateurs du plan de l'Union des paiements ne s'attendaient pas à ce que les crédits prévus seraient chaque trois mois épuisés et s'en suivrait un déficit qui automatiquement entraîne après lui le paiement en or ou en dollars de toutes les commandes futures.

Le mécanisme entier de la balance du bilan des membres de l'Union est sérieusement faussé, déjà avant même ce premier règlement périodique des comptes. Nous devons en chercher la cause, au moins en parti, dans les quotations (limites jusqu'auxquelles certains membres peuvent s'endetter, c'est-à-dire de la limite à laquelle ils doivent créditer l'Union), qui sont fixées trop bas pour certains pays. Il est bon de faire ressortir qu'un certain nombre de pays ont dû, afin de libérer l'importation, — obligation qui a été prise lors de l'entrée même dans l'Union des paiements, ouvrir la frontière pour l'importation de la marchandise étrangère et cela dans des proportions qui n'auraient pu être conçues, si l'obligation de payer en devises existait. Le fonctionnement de l'Union comprenant la mise à profit d'importants crédits, a permis l'augmentation de l'importation de tous ces pays, qui faute de devises, n'étaient pas auparavant en état de s'alimenter des produits nécessaires en quantités suffisantes. Bien des pays, se rendant compte dès le mois de juillet écoulé, donc dès le commencement du fonctionnement, que les prix des articles clefs montrent inévitablement une tendance de

hausse constante, ont mis à profit jusqu'à l'extrême le mécanisme de l'Union pour l'achat de grandes quantités de marchandises. Ils ont ainsi couvert beaucoup de leurs besoins futurs et ont évité ainsi d'acheter plus tard les matières premières de première nécessité à des prix beaucoup plus élevés. Ils sont ainsi devenus débiteurs envers l'Union, épuisant entièrement leurs quotes fixées.

En somme ces pays ont financé leurs besoins existants et futurs au compte des autres membres de l'Union qui sont devenus par cela même de gros créanciers de l'Union.

La direction du Comité de l'Union aurait dû, à sa session de novembre, résoudre cette crise du mécanisme de l'Union, c'est-à-dire de résoudre la situation de ces membres qui ne peuvent plus se servir des transferts multilatéraux établis, car à l'avenir chaque importation devrait payer en or ou en dollars. Il s'est posé une alternative: ou bien augmenter leur quote (crédit) ou leur permettre d'en arriver à leur retrait de l'Union. Le Conseil de l'Organisation pour la Collaboration de l'Economie Européenne (OEEC) a l'air d'avoir accepté la proposition de la direction du Comité de l'Union de paiement ayant en vue l'augmentation de crédit afin de garantir le futur fonctionnement du système international de paiement, mais sous la condition que les pays où on augmentera la quote, prennent certaines mesures définies.

Jugeant d'après tout cela, la première difficulté qu'a rencontrée l'Union de paiement a fortement ébranlé cette institution dans laquelle les fondateurs avaient mis tant d'espoirs. Cette première crise a l'air d'être surmontée, mais au prix de contrôle direct et l'immixtion de l'OEEC dans les affaires intérieures des pays auxquels seront désignées de nouvelles quotes. La cause de l'ajournement singulier de la publication du bilan du premier trimestre de travail de l'Union, n'est donc pas si insignifiant.

Les résultats d'une contrainte

PAR suite de la terreur et de la pression exercées sur les représentants diplomatiques yougoslaves en Albanie, et la limitation de leur liberté de mouvement et de leur liberté individuelle, la Légation de Yougoslavie à Tirana s'est trouvée dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, ce qui a mis la Yougoslavie dans une situation non-réciproque par rapport à l'Albanie. En même temps, la Légation d'Albanie à Beograd s'est transformée en l'instrument le plus commun de la politique belliqueuse et provocatrice du Gouvernement Albanais envers la Yougoslavie.

En conséquence, et après que la Légation Albanie à Belgrade eut tourné sans explication la note du Gouvernement Yougoslave du 24 octobre le Gouvernement Yougoslave a fait savoir le 11 novembre au Gouvernement Albanais qu'il considérait inutile le séjour ultérieur du représentant albanais en Yougoslavie. (La note yougoslave du 24 octobre protestait contre l'attaque armée effectuée le 11 octobre 1950 par les autorités frontalières albanaises contre les garde-frontières yougoslaves, au cours de laquelle fut grièvement blessé le garde-frontière yougoslave Dicuritch Milorad qui succomba plus tard des suites de sa blessure).

Les commentaires et les nouvelles publiés à cette occasion par la presse étrangère parlaient de rupture des relations diplomatiques avec l'Albanie, ce qui n'est pas le cas. Le Gouvernement Yougoslave a exprimé dans sa note qu'il était prêt à maintenir le contact diplomatique par l'intermédiaire de sa Légation à Budapest. Le Gouvernement Yougoslave, ne rompant pas les relations diplomatiques, malgré la situation, a fait encore une fois preuve de patience et de pacifisme. Car, pour comprendre ce que signifiait et signifie encore maintenir le contact diplomatique avec le Gouvernement Albanais, il faut savoir que ce contact est cohérent avec un échange de correspondance avec des fonctionnaires d'Etat qui emploient dans leurs notes des termes que la correspondance diplomatique n'a pas enregistrés jusqu'ici, tels que «ré-

NOS COMMENTAIRES

gime de canibales», «acte de gangster», «acte fasciste», «acte de banditisme trotskyste», etc.

Le Gouvernement Albanais, qui a montré par toute une suite d'actes envers la Yougoslavie qu'il ne tenait pas à la normalisation des relations avec la Yougoslavie, ni à la solution de questions en suspens — dont la source réside du côté albanais — est cause que l'activité ultérieure de son représentant à Beograd est superflue. Toute la phraseologie de la presse kominformiste ne pourra masquer la responsabilité du Gouvernement Albanais dans la crise des relations avec la Yougoslavie, bien qu'elle essaie de transformer le véritable coupable — le Gouvernement de Enver Hodža — en une soi-disant victime à que la Yougoslavie a imposé la rupture des relations diplomatiques. Ceci ne fait que confirmer le fait que cette presse intervertit, cette fois encore, des faits évidents.

Fin d'une manoeuvre manquée

LE HUIT novembre la presse mondiale a publié une note très courte et à peine visibles: Le représentant de l'Union Soviétique est retourné sans aucune explication à la session du Conseil Allié pour le Japon.

La nouvelle que le général Deverjenko, le représentant de l'Union Soviétique au Conseil Allié pour le Japon, quitta démonstrativement la séance du Conseil en signe de protestation, parce que à l'ordre du jour figurait la question de rapatriement des prisonniers de guerre japonais se trouvant en Union Soviétique, fut annoncée le 18 janvier 1950.

Maintenant la démonstration est terminée, le représentant de l'Union Soviétique de nouveau se trouve au Conseil et comme l'abandon du Conseil fut sans principe, le retour aussi ne fut pas glorieux et aussi sans principe. La presse soviétique se fait sur cela, car elle ne parle pas volontiers des manoeuvres ratées dans la politique extérieure de l'Union Soviétique et qui abondent de plus en plus dans les dernières années.

Les motifs de la réforme monétaire en Pologne

L'ANNONCE officielle sur la réforme monétaire en Pologne est destinée à la propagande à l'intérieur du pays. Elle ne dit, même de loin, les vrais motifs et buts de cette réforme. Elle est caractérisée seulement par ceci qu'elle met en liaison directe la réforme avec le plan, qui récemment, sur l'ordre de Moscou, a dû être soumis à une révision radicale.

Les raisons qui ont provoqué la réforme monétaire sont probablement de nature intérieure et extérieure.

Des raisons intérieures, et en premier lieu la lutte contre l'inflation exagérée, la reprise de l'argent des mains de ceux qui l'ont raflé dans des conditions des grandes possibilités existant pour la spéculation, et puis rétablir de nouveau l'équilibre entre les fonds monétaires et les marchandises. L'état de relations entre ces fonds a commencé rapidement de s'aggraver de ce jour, quand la Pologne supprima les cartes de rationnement et cette mesure avait prise pour montrer le plus grand succès de sa politique économique. Depuis les prix ont commencé d'augmenter, sur les marchés il y avait toujours moins de produits, des difficultés insurmontables pour l'approvisionnement ont surgi et la Pologne a dû bientôt revenir à une certaine espèce de cartes pour l'approvisionnement des travailleurs des vivres strictement essentiels. Ceci n'écarta pas les difficultés dans l'approvisionnement. Au contraire, elles ont toujours augmenté et le pouvoir d'achat des salaires des travailleurs diminue toujours. A présent par conséquent se pose la question si et quel profit aurait la classe ouvrière en Pologne de cette réforme? C'est-à-dire, si et combien après la réforme changera le rapport entre les prix et les salaires dans le profit de l'augmentation du pouvoir d'achat ouvrier? La façon de change, comme il est fixé, ne change pas le rapport actuel des salaires et prix. Le pouvoir

d'achat des salaires reste aussi après le change le même. Mais, cela seulement dans le cas où il ne s'ensuit pas d'augmentation des prix de certains produits. C'est-à-dire l'augmentation des impôts et taxes.

Par rapport au monde capitaliste la réforme n'a aucune signification. Dès maintenant comme jusqu'à présent ces pays ne feront pas de commerce avec la Pologne sur la base du zloty, mais en général sur celle du dollar, tandis que le compte intérieur du dollar pour les zloty n'a aucun effet sur les conditions de l'échange de la Pologne avec l'étranger.

Mais il y a quelque chose dont le communiqué ne dit rien. C'est le rapport de la Pologne avec l'URSS dans le secteur de l'argent et du change monétaire en général. Sûrement que ce n'est pas par hasard ni sans aucune signification le transfert du zloty en or et le rétablissement de sa parité avec le rouble. Dans le bloc soviétique c'est la première révision de cette espèce. Avant tout il faut savoir que la Pologne, après la dévaluation du rouble est la première qui a commencé à exprimer la valeur de son commerce extérieur en roubles. Maintenant elle est la première qui introduit la parité entre le zloty et le rouble. Vraiment, si on part de cela que l'échange entre la Pologne et l'URSS se fait d'après les prix mondiaux et qu'il est absolument tout à fait égal par quelles unités monétaires ces prix sont calculés, dans ce cas, cette réforme ne devrait apporter aucun changement dans les relations de l'échange. Mais, il est sûr qu'elle représente un des éléments suivant du plan „de l'unification c'est-à-dire „subordination“. Elle représente un des coup-pas ni le premier ni le dernier de consolidation de l'hégémonie et de l'exploitation, subordination et perte de l'indépendance de la Pologne. Certainement ce ne sont pas des motifs secondaires qui ont désigné le caractère de la réforme monétaire actuelle en Pologne.

NOTRE CHEMIN

par Josef SCHAPPE

ON peut constater chaque jour que l'influence du Parti communiste allemand diminue de plus en plus. La classe ouvrière et les travailleurs décidant du ressort industriel du Rhin et de la Rhur ont tourné le dos dans une certaine mesure à ce Parti. La direction de ce Parti essaie d'expliquer cela disant que le fascisme par son gouvernement de 12 ans a troublé la conscience de la classe du prolétariat allemand mais une telle explication n'est nullement satisfaisante. Le seul fait que l'influence du Parti communiste en 1946/47 était beaucoup plus grande qu'aujourd'hui, montre l'impuissance de résistance d'une si tiède excuse. Outre cela on peut justement remarquer ces derniers mois le renforcement de la conscience de la classe ouvrière en Allemagne, spécialement chez les ouvriers en bâtiment, ce qui s'est clairement montré à l'occasion des grèves des ouvriers employés à la canalisation des chemins d'eau.

Quelles sont d'après cela les causes qui ont conduit des centaines de mille des ouvriers allemands à tourner le dos à son parti? Pourquoi des dizaines de mille d'anciens fonctionnaires ouvriers quittent le Parti communiste d'Allemagne, c'est-à-dire le Parti pour lequel ils ont si souvent mois en prison et dans les camps de concentration. Pourquoi la jeunesse n'a plus confiance au Parti que Karl Lihkneht, l'immortel, a fondé? Les dirigeants du Parti communiste d'Allemagne ne répondront jamais à cette question. Ils n'osent pas avec des questions si sensibles approcher les arguments socialistes. Mais cela, nous, nous le devons, car nous sommes socialistes, car la rénovation du mouvement ouvrier socialiste en Allemagne demande des comptes avec les éléments nuisibles restant et datant du passé.

Après 1945, quand l'armée soviétique est devenue une puissance d'occupation en Allemagne, quand certaines régions allemandes arrachées de force furent annexées à l'Union Soviétique et à la République Populaire de Pologne, pour beaucoup de communistes il devint clair que la politique soviétique n'agit plus en harmonie avec les principes de Lénine. Car Lénine a cherché la paix sans annexion, sans contribution et il exprèssement établi que l'accaparement du territoire étranger est seulement le fait des puissances impérialistes. Outre cela l'Union Soviétique par ses manières cruelles et sans égard d'occupation et de réparation a détruit tout espoir des hommes portés vers le socialisme. Les principes faux appliqués sur le sol soviétique propre ont commencé maintenant d'être mis en vigueur en Allemagne. Walter Ulbricht

et ses amis recevaient des ordres qui sont exécutés en Allemagne sans aucun égard. La reconnaissance de la ligne frontière Odra—Nisa du côté de la direction du Parti socialiste unifié allemand, la suppression des conseils de fabriques dans la zone soviétique d'occupation, le maintien d'élections publiques, auxquelles les candidats ne posent pas leur candidature par voie démocratique, la mise en prison de centaines d'anciens fonctionnaires ouvriers qui ont fait leurs preuves pour avoir exprimé leur doute de la régularité de telles méthodes, l'application des propres méthodes fascistes afin d'étouffer toute critique, tout cela vraiment a suscité une paix funèbre dans la zone orientale de l'Allemagne, a menacé de détruire le mouvement socialiste en Allemagne.

Les dirigeants soviétiques à Berlin—Karlhorst demande de la direction du Parti socialiste unifié et du Parti communiste allemand de mener une politique qui réponde aux conceptions de leur propre caste bureaucrate. Ils considèrent la République démocrate allemande comme un certain Etat et pays soumis à leur volonté et qui a seulement à accomplir les devoirs que les bureaucrates soviétiques imposent. Les relations entre les dirigeants soviétiques et le Secrétariat du Parti socialiste unifié allemand et la direction du Parti communiste allemand est la relation des maîtres et des serviteurs. La soumission apathique aux ordres d'un appareil des pouvoirs étrangers, dont, on ne se rappelle qu'elle ait jamais été dans le mouvement des ouvriers allemands, la classe ouvrière vient de s'en rendre parfaitement compte, a vu son effet néfaste et la rejette comme telle.

La confiscation des grandes propriétés et la proscription de la grande bourgeoisie n'étaient les faits de la classe ouvrière allemande. Ces mesures sont mises en vigueur d'après les ordres des organes des forces d'occupation russes. Avant tout la classe ouvrière allemande n'était pas ou n'osait pas être un facteur actif, ce qui signifie qu'en Allemagne les modèles russes sont appliqués. Les socialistes cependant devaient savoir que la libération du prolétariat de l'exploitation peut seulement être l'oeuvre de la classe ouvrière. Cependant ici un appareil étranger exclusivement a dicté sa volonté. Ainsi les réformes apportées, et surtout dans beaucoup de territoires le parcellement des grands biens en petites et minimes parcelles, sans aucun doute ce ne sont pas les idées socialistes qui les ont inspirés. La fondation des sociétés soviétiques par actions représentaient un acte arbitraire d'une force d'oc-

cupation et enfin, nous devons clairement et à haute voix dire ceci: Les travailleurs de la République démocrate allemande sont à peine à même de défendre leurs propres intérêts vitaux, car le pouvoir des occupants et un nouvel appareil bureaucrate des aides allemands volontaires tiennent tous les pouvoirs en leurs mains.

Tandis que les vieilles forces réactionnaires dans l'Allemagne occidentale ont à nouveau retourné leur politique et leur puissance, économique, non pas, bien entendu, sans l'aide des trois puissances d'occupation, pendant que les frais de la guerre perdue sont rejetés sur le dos des masses de travailleurs, et que des millions entiers entrent dans le nouvel investissement au cours des deux dernières années, pendant que le capitalisme dans l'Allemagne occidentale était en état de fortifier de force ses positions par rapport au prolétariat, pendant ce temps-là la classe ouvrière à cause de sa dépendance politique de la direction du Parti communiste allemand n'était pas en état d'organiser une vraie résistance. Les forces actuelles du Parti social démocrate d'Allemagne reposent sur le fait qu'il n'existe aucun parti ouvrier socialiste libre qui fut à même de tenir si haut les principes d'un Marx et l'un Engels, d'un Karl Libkneht et Rose Luxemburg comme il aurait dû être en état d'embrasser la science de Lénine.

Pendant que le Parti socialiste démocrate se soumet sans condition à la politique des Etats occidentaux et que Dr Schumacher fait une certaine opposition économique au Gouvernement d'Adenauer, la direction du Parti communiste allemand sous les ordres et pour le compte de leur chef suprême soviétique prêche aux ouvriers de l'Allemagne occidentale qu'ils doivent, unis avec la bourgeoisie de l'Allemagne occidentale, lutter dans un front national unifié. Il est exacte que la bourgeoisie allemande a perdu ses prérogatives dans le monde et le domaine européen, il est vrai que la force dirigeante des nations impérialistes — Etats-Unis — ne souffrira pas que l'Allemagne dans son concert disharmonieux joue le premier violon, mais il est aussi juste que dans l'exploitation du prolétariat de l'Allemagne occidentale, le capitalisme monopolisateur allemand avance seul. L'attitude connue dans «le Manifeste Communiste» qui dit que la classe ouvrière, là où bourgeoisie avance révolutionnairement, doit provisoirement se lier avec elle, ne peut pas se rapporter à la situation de l'Allemagne occidentale et à la bourgeoisie monopolisatrice de l'Allemagne occidentale. Entre ces bourgeoisies et la classe ouvrière de l'Allemagne occidentale il ne doit exister à cet endroit aucune situation hypocrite, mais il faut qu'il existe une attitude claire et un vrai Parti socialiste en Allemagne pour mener une politique telle qu'elle réponde aux besoins scientifiques, politiques et culturels de notre propre pays, le pays du prolétariat allemand. Pour cela on ne doit jamais oter de

l'esprit la nécessité d'un avancement des classes ouvrières du monde entier.

L'égalité en droit de tous les partis communistes et de tous les partis socialistes doit être un principe irréfutable. Aucun parti ne doit se soumettre aux intérêts de certaines autres nations, c'est indigne que les représentants soviétiques contrôlent les journaux allemands, maltraitent leurs rédacteurs en chef et mettent à leur place des personnes auxquelles la classe ouvrière allemande n'a pas confiance mais pour cela ils ont le soutien de Kremlin. Nous sommes complètement d'accord en ce qui concerne l'indépendance du Parti communiste avec le courageux Parti communiste yougoslave, mais non seulement pas avec cette question.

Le chemin funeste du Parti social démocrate allemand et du Parti communiste allemand imposent aux fonctionnaires ouvriers responsables dans l'Allemagne occidentale la nécessité de fonder un nouveau mouvement socialiste. Un parti ouvrier nouveau et indépendant doit être le digne successeur des traditions du mouvement ouvrier allemand. Ce nouveau parti s'il assimile la science du Marxisme sera libre et ne se soumettra pas au système monopole capitaliste américain, ni à la bureaucratie de Staline. Mille vrais socialistes qui étaient déjà organisé dans le Parti communiste allemand et le Parti socialiste unifié allemand ou qui sont même restés en dehors des rangs de ces deux partis traditionnels saluent nos efforts pour la fondation d'un nouveau parti ouvrier en Allemagne.

Nous savons que nous rencontrerons de grandes difficultés et c'est vraiment une décision difficile à prendre le chemin que nous avons choisi, mais nous savons aussi que la direction du Parti communiste allemand à cause de sa dépendance entière de l'appareil soviétique n'est plus capable de conduire le prolétariat. Un des instruments le plus important pour arriver à notre but est notre journal social hebdomadaire «La Tribune Libre» qui permet la discussion vive et sociale de tous les problèmes sociaux et en même temps montre le chemin aux ouvriers et la façon dont ils sortiraient du malheur, pauvreté et dépendance.

Nous sommes au commencement, mais mille mains se tendent vers nous et tout les pays socialistes peuvent être convaincus que la classe ouvrière allemande n'est pas perdue. Elle a encore des forces suffisantes de devenir à nouveau un facteur puissant et justement à cette place où il nous étaient avant tout permis d'exprimer nos opinions en dehors des frontières allemandes. Nous adressons notre salut aux communistes et socialistes du monde entier. mon salut personnel je l'adresse à ces camarades de beaucoup de pays de l'Europe, avec lesquels j'ai supporté, durant des années entières, le même sort au camp de concentration national-socialiste de Buchenwald.

DE L'ONU

POUR METTRE FIN A L'AGRESSION D'UNE MANIERE EFFECTIVE OU PROPAGANDISTE

La Commission politique de l'Assemblée Générale de l'ONU avait adopté ce mois-ci le projet de résolution yougoslave sur «les devoirs des Etats en cas d'hostilités». Selon ce projet, tous les Etats engagés dans un conflit armé sont tenus de tout faire pour mettre fin à ce conflit. L'Etat, dont les forces armées ont pénétré dans le territoire d'un autre pays, est tenu de déclarer qu'il va retirer ses troupes et d'en informer en même temps l'ONU.

En adoptant cette résolution les Nations Unies pour tous les cas éventuels ont fixé un principe: que l'invitation à la cessation des hostilités et le retrait des troupes des territoires étrangers, entre immédiatement en vigueur, ou au plus tard dans un délai de 24 heures après le début des hostilités entre les Etats. En tenant compte du droit, de l'Etat éventuellement attaqué, à la défense légitime, cette résolution prévoit en outre l'action de la Commission des Nations Unies, chargée du contrôle de la paix, au cas où elle ne fonctionne pas déjà, sur les lieux du conflit.

La discussion précédant l'adoption du projet de résolution yougoslave fut utilisée par la délégation soviétique et les délégations assujéties des pays de l'Europe Orientale pour traiter la question de paix de la manière qui leur est propre. Elles n'avaient pas abordé cette importante question de la sauvegarde de la paix et de la coopération internationale par une action politique concrète, qui aurait fait avancer les choses, en attirant les peuples par ses résultats positifs, mais dans le but de propager leur politique. Ce n'est qu'en cherchant à opposer un contre-poids à la résolution yougoslave que la délégation soviétique avait présenté son projet de «déclaration relative à l'élimination de la menace d'une guerre nouvelle et à l'affermissement de la paix et de la sécurité des nations».

Par opposition au projet de résolution yougoslave, adopté par 51 voix des pays-membres de l'ONU, dont les petits pays faisaient l'énorme majorité, par opposition au projet qui tenait justement compte des intérêts de ces pays, la résolution soviétique ne dit pas un seul mot des intérêts des petits pays. Au contraire, elle ne fait qu'énumérer certaines formes et certains prétextes, dont on peut se servir pour se livrer à l'agression contre un pays quelconque, mais elle ne dit pas un traitre mot de l'obligation et des mesures, qui devraient empêcher que cette agression eût lieu. Même, lors de l'énumération de ces formes et de ces prétextes, énoncés dans des buts purement démagogiques, les auteurs de la résolution soviétique se gardaient bien de définir comme agression le blocus continental, maritime ou aérien, ainsi que le blocus économique, qui est encore une des formes de la pression et de l'agression. Ils ne l'ont pas fait, parce que l'URSS, dans un tel cas, aurait été obligée de renoncer à sa pratique habituelle.

Le reflet de ses aspirations soviétiques se trouve dans la critique, à laquelle les délégués du bloc soviétique avaient soumis le paragraphe du projet yougoslave initial, prévoyant l'arrêt des opérations militaires dans un délai de 24 heures suivant l'agression. Selon l'opinion de la délégation soviétique, ce délai est «trop long».

Sans se soucier de ce qu'elle avait elle-même demandé quelques jours auparavant que la session spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU, en cas d'agression, ne soit pas convoquée dans les 24 heures suivant l'agression, mais dans le délai de deux semaines, la

délégation soviétique avait néanmoins fait cette remarque. Dans les conditions actuelles du développement de la technique de guerre et celles du rapport des forces entre divers Etats, le délai soviétique de deux semaines aurait amplement suffi à une grande puissance pour liquider n'importe quel petit Etat et pour mettre ensuite, grâce à des manœuvres diplomatiques diverses, tout forum international devant le fait accompli. Si l'on prend en considération la politique actuelle de l'URSS, il ne serait pas difficile d'en déduire pourquoi l'URSS avait demandé qu'on laisse les mains libres à l'agresseur pendant deux semaines entières.

Lorsqu'il fut évident que le texte révisé du projet de résolution yougoslave, ainsi que le mécanisme qu'il prévoit, sont réellement acceptables pour tous les membres des Nations Unies le délégué polonais, parlant au nom du bloc soviétique et cherchant à faire dévier de cours de la discussion dans un sens inutile, à prolonger les débats et à amoindrir l'importance de la résolution proposée avait remarqué que le projet yougoslave a «ce défaut de ne pas parler des devoirs des Etats avant que l'agression ait eu lieu». 1

Ce n'est pas sans raisons que cette remarque saugrenue et illogique fut faite justement par le délégué de la Pologne. Pour éviter au délégué d'être un de ceux de l'Europe Orientale, qui, parlant de la paix, propagent la peur de la guerre, le délégué de la Pologne s'était chargé de cette besogne. En exposant «ce défaut de la résolution yougoslave», il avait prononcé un discours consacré, en premier lieu, aux «dangers menaçant les pays de la démocratie populaire». Ce discours ne peut être qualifié autrement que de la propagande belliciste dissimulée, tendant à intimider les peuples de l'Europe Orientale, afin qu'ils acceptent sans conditions et sans broncher toutes les propositions et toutes les actions soviétiques, faites ou entreprises dans le but de lier et d'assujétir encore davantage les peuples, se trouvant sous la domination de l'URSS, aux intérêts de l'économie et de la politique soviétiques.

Dans le cadre de ces aspirations soviétiques non seulement à l'égard des pays du Kominforme, mais aussi à l'égard du reste du monde, la contre-proposition soviétique à la résolution yougoslave n'offrait dans le fond aucune garantie. Elle se bornait seulement à l'énoncé d'une formule juridique, sans tenir compte, si peu soit-il, de son contenu qui est, en tout cas, plus important que la forme bureaucratifiée.

En prenant ainsi en considération la situation des pays du bloc de l'Europe Orientale, la politique actuelle des dirigeants de ce bloc et l'attitude de ses représentants dans l'ONU, on peut facilement s'apercevoir que l'URSS avait l'intention d'entraver complètement l'activité de la Commission politique et de faire détourner son attention du problème le plus important à l'heure actuelle, qui est le suivant: comment empêcher et mettre fin à l'agression.

Grâce à la justesse et à la force du projet yougoslave, ainsi qu'à la compréhension qu'il rencontre chez la majorité des délégations, la manœuvre soviétique a échoué. Il a réussi à prouver que l'URSS ne tient pas du tout à la collaboration internationale sincère.

UN SILENCE LOQUACE

EN se taisant on peut vraiment se taire, mais on peut aussi dire bien des choses. On peut dire la vérité ou mentir. En réplique à l'article: «Une arme puissante de la lutte pour le communisme», paru le premier octobre dans la «Pravda», l'organe officiel du CC du PCS(b), J. V. Staline se tait.

Or, il y est dit, entre autres:

«L'édition de ce livre de Staline («Cours abrégé de l'histoire du PCS(b)») fut l'événement le plus important de la vie idéologique des Partis de l'URSS et de tout le mouvement communiste mondial. Les grandes idées triomphantes du marxisme-léninisme dont les victoires sont relatées dans cet ouvrage...»

«Les idées triomphantes du marxisme léninisme»? L'une des principales d'entre elles est celle de la lutte pour la vérité. Or, Staline se tait quand on le qualifie d'auteur de l'ouvrage dont l'édition a été le plus grand événement dans la vie idéologique du Parti de l'URSS et de tout le mouvement communiste mondial. Et le «Capital», et toutes les œuvres de Marx, d'Engels et de Lénine?! Quel est leur rôle dans la lutte du prolétariat? Sans doute que la «Pravda» les estime secondaires? Mais le silence dont nous voulons parler ne se rapporte pas tellement à cette estimation de l'importance de l'œuvre «Cours abrégé», qu'au fait que J. V. Staline se tait quand on le loue d'avoir écrit une œuvre parue il y a bien douze ans et dont bien des gens connaissent la genèse.

La propagande en URSS suppose, à ce qu'il paraît, que les jeunes générations sont bien bornées et que personne ne s'avisera de se demander pourquoi le «Cours abrégé», s'il est vraiment l'œuvre de Staline, a paru sans sa signature en 1938, ou bien pourquoi il y a sur sa couverture, à la place du nom de l'auteur «Rédigé par commission du CC du PCS(b)», ou bien encore pourquoi la décision du CC du PCS(b) du 14 novembre 1938 sur «L'organisation de la propagande du Parti à propos de l'édition du «Cours abrégé de l'histoire du PCS(b)» ne souffle mot de J. V. Staline, en tant qu'auteur de cette histoire, etc. etc. La seule réponse qui nous vient d'URSS à toutes ces questions est le silence. E. Iaroslavski pourrait nous en dire bien des choses. Mais il se tait aussi. Les raisons de son silence ne sont, toutefois, pas les mêmes que celles du silence de J. V. Staline.

Si, pourtant, nous décidons à croire à la «Pravda» que J. V. Staline est bien l'auteur du «Cours abrégé», nous sommes forcés de rester ébahis en lisant la 95e page de ce livre. L'auteurs s'y mentionne de la façon suivante:

«A ce moment J. V. Staline développait une activité révolutionnaire colossale au-delà du Caucase. Il a démasqué et confondu les menchéviks en tant qu'adversaires de la révolution et de l'insurrection armée. Il a solidement préparé les travailleurs à la lutte décisive contre l'autocratie.»

Assurément, c'est bien «modeste». Mais ce n'est pas tout. A la page 306 nous lisons:

«L'œuvre théorique du camarade Staline «Sur les fondements du léninisme», parue en 1924, a eu une grande influence sur la défaite des idées du trotskysme. Cette brochure est une exposition magistrale du léninisme et sa motivation théorique approfondie. Elle a muni alors, et munit encore les bolchéviks du monde entier de l'arme tranchante de la théorie marxiste-léniniste...»

On pourrait ôter encore bien des endroits semblables. Mais il ne s'agit pas ici de modestie, ou de

présomption, mais de problèmes bien plus sérieux. Tant que le «Cours abrégé» a été considéré comme l'œuvre d'une commission dont E. Iaroslavski faisait partie, il était logique que cette commission fasse usage, sans la mentionner explicitement, d'une œuvre antérieure de Iaroslavski, son membre. La commission du CC du PCS(b) n'était pas obligée de mentionner qu'elle avait pris comme base de son «Cours abrégé» l'«Histoire du PCS(b)» de Iaroslavski. Mais si aujourd'hui on allègue le fait que le «Cours abrégé» est l'œuvre de J. V. Staline, et que cette œuvre a été «Le plus grand événement dans la vie idéologique du Parti de l'URSS et de tout le mouvement communiste mondial», il faudrait, par amour de la vérité, dire le rapport qu'il y a entre le «Cours abrégé» et l'«Histoire du PCS(b)» d'E. Iaroslavski.

La deuxième édition de l'«Histoire du PCS(b)» de Iaroslavski a été publiée à Moscou, en 1934. La première édition du «Cours abrégé» a aussi été publiée à Moscou, mais en 1938.

Ces deux livres peuvent être comparés entre eux, pris en entier et en détail. Nous commencerons par le détail pour arriver à ce qui est général. Y a-t-il des ressemblances dans les détails? Si nous cherchons dans l'«Histoire du PCS(b)» et dans le «Cours abrégé» les endroits qui se rapportent à la même période historique, nous pourrions y lire:

Chez Iaroslavski:

«L'insurrection de Moscou fut étouffée, malgré tout l'héroïsme déployé par les ouvriers insurgés»

L'insurrection de Moscou ne fut pas isolée. Des soulèvements révolutionnaires eurent lieu aussi dans une série d'autres villes et régions. Des insurrections armées se déclarèrent à Kraenoiarsk, Molotovilih, Novorosisk, Sébastopol, Kronshat. La lutte fut particulièrement opiniâtre dans les contrées baltiques (En Lithuanie, en Grousie et dans les environs du chemin de fer de Iékatérinoslav...)

Quelle était l'opinion des bolchéviks sur cette insurrection, et quelle était celle des menchéviks?

Le menchévik, Plékhanov, faisait après l'insurrection armée, des remontrances au Parti disant: «Il ne fallait pas prendre les armes...» Ils (les menchéviks) s'efforçaient, de toutes les façons, de diminuer l'importance de l'insurrection, à s'en moquer et à prouver à tout prix que l'insurrection était un moyen de lutte infructueux et utopique.

Les bolchéviks n'avaient pas le même point de vue à l'égard de l'insurrection. Ils considéraient que l'épreuve de l'insurrection de Moscou avait seulement confirmé la possibilité de la lutte de la classe ouvrière... Au reproche de Plékhanov: «Il ne fallait pas prendre les armes...» Lénine répondit: «Au contraire, il fallait plus opiniâtrement encore...» Voyons maintenant le «Cours abrégé»:

«L'insurrection de Moscou fut étouffée.»

Elle ne s'était pas bornée seulement à Moscou. Les soulèvements révolutionnaires s'étendirent sur une série d'autres villes et régions. Les insurrections armées s'étaient déclarées à Krisnoiarsk, Molotovilih, (Perm), Novorosisk, Sormov, Sébastopol, Kronshat...)

La lutte armée souleva aussi les peuples opprimés de Russie. Elle engloba presque toute la Grousie. Une insurrection de plus grande envergure se déclara en Ukraine et à Dombas: à Gorlovka, Alexandrovsk, Lugansk, (Voroichilovgrad). En Lettonie la lutte fut opiniâtre...)

Les menchéviks et les bolchéviks n'estimaient pas de la même façon l'insurrection armée de décembre.

Le menchévik Plékhanov faisait, après cette insurrection des remontrances au Parti, disant: «Il ne fallait pas prendre les armes...» Les menchéviks assuraient que l'insurrection était chose inutile et nuisible et qu'on

peut s'en passer pendant la révolution et que le succès ne pouvait s'atteindre par l'insurrection armée, mais bien par les moyens paisibles de la lutte.

Les bolchéviks qualifiaient un tel point de vue de trahison. Ils estimaient que l'insurrection armée de Moscou n'avait fait que confirmer la possibilité de la lutte armée de la classe ouvrière. Au reproche de Plékhanov «Il ne fallait pas prendre les armes»... Lénine répondit: «Au contraire, il fallait plus opiniâtement encore...»

On pourrait feuilleter ainsi toute l'histoire. A chaque page on pourrait trouver son texte correspondant, parfois un peu altéré, et parfois copié textuellement. Il est inutile de souligner que c'est inadmissible, surtout quand on ne mentionne pas la source dont on s'est servi.

Voilà pour le détail, or, voyons ce qui en est de tout l'ouvrage, pris en général. Un lecteur avisé, qui s'occupe d'un certain problème, commence par lire le sommaire. Voyons le schéma du plan de l'ouvrage de Iaroslavski. Si nous lui comparons maintenant celui du «Cours abrégé», nous voyons immédiatement qu'il s'agit ici en réalité de deux variantes d'un seul plan, (bien des chapitres du «Cours abrégé» portent textuellement les mêmes titres que ceux de l'«Histoire du PCS(b)» de Iaroslavski.)

Le «Cours abrégé» a été écrit plus tard, il est allé sur tous les rapports, plus loin que l'histoire de E. Iaroslavski, aussi bien dans le sens positif que négatif. Les relations entre le PCS(b) et les autres Partis du monde sont bien plus accentuées chez Iaroslavski que dans le «Cours abrégé». En 1934 Iaroslavski mentionnait comme bibliographie dont ils s'est servi pour les chapitres allant jusqu'à la mort de Lénine, presque exclusivement des œuvres de Lénine. Le «Cours abrégé», il est vrai, ne mentionne pas de bibliographie.



Vassa POMORICHATZ: STRAHINITCH BAN (dessin)

mais on y entrevoit bien des phénomènes surprenants. C'est ainsi que dans la partie qui parle de la Révolution d'Octobre, on met Staline sur le même plan que Lénine. La glorification de Staline est devenue un processus permanent. La propagande soviétique célèbre, en cachette, Staline comme un des créateurs du Parti bolchévik. Dans la «Pravda» et ailleurs, Staline a été proclamé auteur du «Cours abrégé», et l'article de la «Pravda» dont nous parlons ne s'en tient pas là. Il affirme encore:

«L'expérience historique et la mise en pratique ont confirmé la théorie de Lénine-Staline sur le triomphe du socialisme dans un pays pris isolément, sur les soviets en tant que meilleure forme d'organisation politique de la société à son passage du capitalisme au socialisme, sur le Parti, en tant que puissance dirigeante et gouvernante dans le système de la classe ouvrière — en tant que chef et organisateur des masses dans la lutte pour le communisme.»

A qui se fier? A l'article de la «Pravda» ou au «Cours abrégé»? Celui-ci dit à propos des thèses que la «Pravda» attribue non seulement à Lénine mais aussi à Staline:

«Se basant sur tout ceci Lénine en est venu à conclure qu'il était très possible que le prolétariat arrive à percer le front impérialiste sur un endroit quelconque, ou en plusieurs endroits, et que le triomphe du socialisme était possible en quelques pays d'abord, ou même dans un seul pays, pris isolément...»

Lénine a publié cette thèse dans son article «Sur le mot d'ordre au sujet des «Etats Unis d'Europe», en août 1915. Le «Cours abrégé» ne souffle mot de Staline en tant que fondateur de cette théorie. A propos de la deuxième thèse se rapportant aux soviets, le «Cours abrégé» dit:

«La révolution de 1905 a montré que les soviets étaient non seulement des organes de l'insurrection armée, mais aussi les embryons du nouveau pouvoir révolutionnaire. L'idée des soviets était vivace dans les esprits des masses laborieuses et elles l'ont réalisée tout de suite après la chute du tsarisme...»

Là aussi il ne s'agit pas d'une thèse formulée par Staline et Lénine réunis. A propos de la troisième thèse, sur le Parti en tant que puissance dirigeante, le «Cours abrégé» dit:

«Il y a plus de quarante ans (donc aujourd'hui plus de cinquante), que Lénine a indiqué avec justesse à la classe ouvrière la voie de la lutte, lui a désigné son rôle en tant que puissance révolutionnaire dirigeante de la société et à la paysannerie celui d'allié de la classe ouvrière.»

Lénine a élaboré toute sa théorie sur la dictature du prolétariat seul, en se servant des œuvres de Marx et d'Engels. C'est aussi ce que nous dit Staline dans son livre «La question du léninisme».

Et à tout cela Staline oppose le silence. Il se tait et il approuve. Mais les mensonges n'en deviennent pas des vérités. Et l'affirmation que Staline est l'auteur du «Cours abrégé» n'arrivera pas à ce qu'il le devienne en réalité. La propagande soviétique s'est servie de ce truc indigne pour contribuer à élever Staline sur un piédestal divin — car l'idolâtrie accompagne le système bureaucratique¹⁾.

Le processus continue. Mais parallèlement avec lui se développe aussi la conscience des grandes masses qui demanderont une bonne fois que l'on rompe ce silence, et qui, étant conscientes de la vérité, demanderont qu'on la leur dise sur bien des choses.

Sima KARAOGLANOVITCH

¹⁾ En voici un petit exemple: En essayant de nous présenter le travail idéologique de Staline plus grand qu'en réalité, la propagande soviétique a recouru à des moyens aussi naïfs que celui d'imprimer les œuvres de Lénine et de Staline approximativement du même format, mais tandis que 16 pages des œuvres de Lénine contiennent 37.600 signes typographiques, celles de Staline n'en contiennent que 25.600. Un texte aussi grand remplit chez Lénine deux volumes et chez Staline trois.

LA VIE DE LA YOUGOSLAVIE SOCIALISTE

LES PREMIERS PAS DES CONSEILS OUVRIERS

L'INTERET existant à l'étranger, surtout parmi les ouvriers, pour l'activité et l'organisation des conseils ouvriers et des comités directeurs yougoslaves est très compréhensible. Ils sont, tous les deux, un phénomène révolutionnaire nouveau, apparu sur la ligne de l'application conséquente de l'enseignement du marxisme-léninisme. C'est là leur importance et c'est de là, sans doute, le grand intérêt existant pour eux.

Des dizaines de milliers d'ouvriers yougoslaves dirigeant les entreprises économiques. Ces derniers temps avait eu lieu la conférence consultative réunissant les présidents des comités directeurs et les directeurs des entreprises de différentes branches industrielles (par exemple, la conférence consultative réunissant les présidents des comités directeurs de toutes les entreprises de l'industrie des constructions mécaniques;

Parallèlement à ces conférences consultatives, la XIII^{ème} assemblée plénière du Comité central des syndicats yougoslaves avait siégé. Cette conférence consultative et l'assemblée plénière des syndicats sont très importantes et caractéristiques pour la vie intérieure et le développement de la nouvelle Yougoslavie. La conférence consultative est importante, parce que les ouvriers élus du pays tout entier se réunissaient pour la première fois, après avoir dirigé pratiquement les entreprises pendant le période de trois à quatre mois, pour échanger leurs expériences, examiner ensemble les succès et les points faibles de leur travail et fixer la direction de leur activité ultérieure. De son côté, l'assemblée plénière est importante, parce qu'elle avait mis au centre de l'actualité la question du rôle et de la place que les syndicats doivent occuper dans l'édification du socialisme, surtout par rapport aux conseils ouvriers et aux comités directeurs.

Ce sont les premiers pas d'un processus révolutionnaire complexe de la transformation des producteurs directs en dirigeants de l'économie nationale et, en fin de compte, de l'Etat, lui-même. Le Gouvernement yougoslave prépare la nouvelle loi relative aux entreprises économiques et le nouveau système financier. Tous les deux doivent s'adapter à l'orientation fondamentale du transfert des usines entre les mains des ouvriers, et accélérer la participation des travailleurs dans les affaires de direction. Selon le nouveau système financier, les ouvriers d'une usine participent dans la distribution de l'excédent de leur travail. Pratiquement, ceci signifie qu'ils prennent une part active dans la fixation de leurs salaires. En l'URSS et les pays de l'Informbureau le salaire est fixé derrière le dos de la classe ouvrière, sans sa participation et son contrôle. Il est établi par une caste bureaucratifiée qui, sans aucun contrôle, dispose de l'excès du travail. En fin de compte, la liberté des hommes se mesure par la faculté qu'ils ont de disposer des produits de leur travail.

La classe ouvrière yougoslave avait pratiquement engagé la lutte contre les difficultés, nécessairement inhérentes à la voie révolutionnaire qu'elle suit. Elle a déjà eu ses premiers succès dans cette voie.

C'est à juste titre que le comité directeur de l'usine slovène «Impol» s'enorgueillit des résultats qu'il a obtenus. Les ouvriers actifs font la majorité de ce comité directeur (selon les dispositions de la loi, les comités directeurs doivent comprendre les trois quarts des d'ouvriers). C'est un fait qu'ils ne comprennent pas encore suffisamment certaines choses purement professionnelles (comptabilité, affaires exigeant les connaissances de chimie, de physique etc.). Mais, dans ce domaine, l'usine possède ses spécialistes. Le comité directeur avait examiné jusqu'aux moindres détails

tout le mécanisme de l'organisation du travail. Il avait découvert les points faibles et proposé des tâches bien définies aussi bien aux spécialistes qu'aux ateliers différents de l'usine. D'autre part, le comité directeur de l'usine «Rade Končar», ayant étudié l'organisation de son entreprise, se mit d'accord que l'atelier d'outillage est peu développé et qu'il ne peut satisfaire les besoins de l'entreprise. Les conclusions concrètes furent immédiatement arrêtées et les tâches fixées au personnel qualifié. Un nouvel atelier d'outillage fut construit et l'entreprise fonctionne à présent comme si elle avait acquis la force nouvelle. Les exemples de la capacité créatrice et de l'initiative des ouvriers dirigeant les entreprises son nombreux. La pratique démontre que le transfert des usines entre les mains des ouvriers avait développé l'élan, l'enthousiasme et la force de la classe ouvrière, bien qu'il existent encore dans une certaine mesure des erreurs, la recherche de la voie et les appréhensions devant un travail si grand et si important.

La XIII^{ème} assemblée plénière du Comité central des syndicats, qui a eu lieu le 15 et le 16 novembre, cherchait à établir en quoi consistait le rôle des syndicats dans les nouvelles conditions de la pratique yougoslave et comment aider la classe ouvrière pour qu'elle s'élève, au point de vue culturel et professionnel, à la hauteur des grandes tâches qui se posent et qui se posent devant elle. Le Comité central des syndicats, en collaboration avec le Conseil pour la science et la culture du Gouvernement fédéral et les ministères républicains de l'éducation nationale, avait élaboré et proposé à l'assemblée plénière un nouveau système d'instruction générale des ouvriers. Ce système doit être adopté dans la forme d'une loi. Selon lui, trois degrés d'instruction générale sont preuve pour les ouvriers.

Le cours d'instruction préparatoire devrait permettre aux ouvriers d'acquérir les connaissances élémentaires dans le domaine des mathématiques, de l'histoire et de la géographie de la RFPY. Il devrait durer six mois.

Le cours d'instruction élémentaire devrait permettre aux ouvriers d'acquérir des connaissances plus solides dans le domaine des sciences naturelles, de la langue maternelle, de la géographie et de l'histoire de la RFPY. Il devrait durer de neuf à dix mois.

Une classe pour une culture générale durerait deux ans, comme une classe régulière, avec un programme à la hauteur des lycées secondaires.

Les deux premiers cours seraient organisés par les organisations syndicales qui en supporteraient tous les frais.

L'Etat entretiendrait l'école pour une culture générale à l'instar des écoles régulières, avec un système scolaire.

L'Assemblée plénière a surtout insisté sur ce que le rôle des organisations syndicales soit bien défini quand les ouvriers eux mêmes dirigent les entreprises et successivement entreprendront la direction de toute l'économie.

Tous les efforts tendent à aider et à activer le chemin révolutionnaire de l'application conséquente de l'enseignement de Marx et de Engels dans la pratique yougoslave.

A cause de cela on comprend pourquoi les milieux de l'Informbureau et leurs semblables des pays occidentaux sont effrayés de la pratique yougoslave et ne trouvent d'autres mots pour elle que ceux de la diffamation.

R. VOJVOVITCH

A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA PROPAGANDE

Une conséquence subie cinq mois avant que sa cause fut connue

LES LUTTES MENÉES par la Direction du Congrès Mondiale pour la Défense de la Paix sont bien pénibles, ses ennemis étant très obstinés.

Dans la lutte qu'elle a si longtemps menée afin de prouver au monde que la bombe atomique seule était un danger à la paix, alors que les tendances expansionnistes de l'Union Soviétique, au contraire la servent; son ennemi puissant fut cependant le Gouvernement soviétique, qui uniquement par ses coups de politiques et sans l'emploi de la bombe atomique causa un grand désastre en Corée. Dans une autre lutte qu'elle mène parallèlement à la première, ces malchanceux chefs d'armée ont à faire face aussi à un adversaire non moins résistant: la chronologie des événements. La Direction du Congrès pour la Défense de la Paix surtout est sur un grand pied de guerre — avec les dates.

Certaines épisodes de cette lutte inégale sont, jusqu'à certains points connues. Ce sont celles qui se rapportent aux préparatifs du Congrès pour la Paix qui aurait dû avoir lieu à Sheffield. Les élections — bien entendu — libres des délégués furent fixés dans les différents pays. En ce qui concerne ces élections — tout allait pour le mieux excepté les dates qui se montraient récalcitrants, embrouillées, ne pouvant être fixées proprement. Il arriva ainsi que le 5 octobre le Gouvernement britannique avait dans ses mains la liste complète sous forme d'une requête pour la demande de visa, des délégués librement élus le 21 octobre, en Autriche c'est-à-dire, 16 jours plus tard. En Hongrie les élections en question ont eu lieu le 4 novembre, tandis que le 23 octobre — 12 jours plus tôt la liste complète de ces délégués se trouvait déjà à Londres et c'est ainsi que le 3 novembre le speaker à la radio de Londres fut à même de jouer le rôle de prophète et de faire savoir aux auditeurs hongrois les noms exactes de tous les

29 délégués qu'ils devront le lendemain élire librement.

Mais cela est connue comme nous l'avons déjà dit. L'épisode de la lutte des dates en rapport avec l'exclusion de la Yougoslavie du sein du Congrès Mondial des Partisans de la Paix, est moins connue. Nous l'avons connue d'un communiqué de la conférence pour la presse que les organisateurs du Congrès de Sheffield ont tenu le 3 novembre à Londres. A cette occasion à la question posée pourquoi les Yougoslaves sont-ils bannis du sein du "Mouvement mondial pour la Paix", Ivor Montague, un des organisateurs de ladite conférence, a désiré faire comprendre que les Yougoslaves ne sont pas exclus tout simplement pour la bonne raison qu'un ordre en ce sens reçu de l'Union Soviétique, a donné la réponse suivante: "Nous avons exclus les Yougoslaves parce qu'ils s'opposaient à la politique de leur Gouvernement qui persécute en Yougoslavie tous ceux qui apposent leur signature à l'Appel de Stockholm".

Dans cette déclaration deux choses sont vraies, l'une est fautive et l'une est impossible. Les vraies sont: primo, — les Yougoslaves soutiennent la politique de leur Gouvernement, et secundo, — les Yougoslaves sont exclus du Congrès Mondial des Partisans de la Paix parce qu'ils soutiennent la politique de leur Gouvernement; la fautive est celle qu'en Yougoslavie certains hommes apposent leurs signatures sur l'Appel de Stockholm; et chose impossible est que le Gouvernement yougoslave peut persécuter les non-existants. Et cette pagaille est une vraie guerre avec les dates.

Les Yougoslaves sont exclus du Congrès Mondial des Partisans de la Paix à cause de leur attitude négative envers l'Appel de Stockholm, — déclare la Direction dudit Congrès par la bouche de son membre, Ivor Montague. Mais voilà se que disent les dates: l'expulsion des Yougoslaves (donc, la conséquence de leur désaccord avec l'Appel de Stockholm)

fut effectuée le 18 octobre 1949, tandis que l'Appel de Stockholm (donc l'Appel en cause dont le contenu fut le mobile du désaccord sus-mentionné, et par conséquent et de l'expulsion des Yougoslaves) fut adressé lors du Congrès qui eut lieu à Stockholm du 15 au 19 mars 1950. Ce qui signifie d'après les dates des dates insoumises, que les conséquences précédèrent de cinq mois juste leur cause.

IL EST CLAIR QUE LE CONGRÈS DE SHEFFIELD s'est transformé en Congrès de Varsovie. Ce fut décidé par la Direction du Congrès Mondial des Partisans de la Paix, en signe de protestation contre le refus du Gouvernement britannique de donner des visas d'entrée à un grand nombre de délégués.

Ce procédé du Gouvernement britannique déclancha un orage de protestations. Mais les "partisans de la paix" de Prague ont manifesté leur révolte d'une manière des plus emphatiques. La presse de Prague entière a consacré des colonnes et des colonnes à cet événement, stigmatisant "la guerre à l'aide des visas non délivrés" comme un geste extrêmement inculte, ennemi de la paix et bas.

La révolte des kominformistes de Prague est un signe de bonne augure. Il est la preuve que certains changements se sont opérés dans leurs cerveaux, au cours des quatorze derniers mois, et ce pour le mieux. Car, voilà ce qui s'est passé à Prague au mois de septembre.

Le Comité exécutif de l'Organisation Internationale des Journalistes y siégeait alors. Les délégués de nombreux Etats, ont assisté à cette réunion, mais pas tous. Le représentant yougoslave, par exemple ne put y prendre part, car le Gouvernement tchécoslovaque refusa de lui donner le visa d'entrée. A la protestation télégraphique de ce représentant

A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA PROPAGANDE

yougoslave le Secrétariat tchécoslovaque de l'Organisation Internationale des Journalistes ne répondit pas. Et lorsque l'Association des Journalistes Yougoslaves eut autorisé à l'un de ses membres, habitant Prague, de la représenter à cette réunion, il fut empêché de force d'entrer dans la salle où siégeait le Comité.

Pour cette réunion l'attitude actuelle des kominformistes de Prague donne de grandes espérances au point de vue de la délivrance ou non des visas. Ils progressent évidemment dans leurs conceptions. Il y a 14 mois qu'on ne pouvait entendre en Tchécoslovaquie rien de semblable à une protestation contre "la guerre de non délivrance des visas" qui fut menée par le Gouvernement tchécoslovaque. Aujourd'hui la presse entière de Tchécoslovaquie tonne contre une guerre pareille menée par un autre Gouvernement. Et qui sait; il peut arriver qu'à l'occasion d'un congrès international quelconque qui aurait lieu dans 14 mois à Prague, le Gouvernement même de Prague surprendrait agréablement le monde en octroyant des visas d'entrée à tous les délégués étrangers, sans exception.

LE PREMIER JOUR DU CONGRES A VARSOVIE, de même, permets de nouveaux espoirs. Jugéant d'après le discours tenu ce jour-là par Julio-Curie, président du Congrès des Partisans de la Paix et la Direction de cette Organisation a pris le même chemin que celui de la publicité tchécoslovaque: chemin des corrections de ses aperçus sur les choses.

Je ne pense pas ici seulement sur la condamnation «de la guerre des refus des visas». La chose est beaucoup plus sérieuse et de longue portée. A savoir: L'attitude des Partisans de la Paix du Congrès Mondial a l'air de changer essentiellement dans quelques questions.

Quelques changements, (c'est-à-dire suppléments) étaient déjà mentionnés: après différents discours de Tihonov, Ehrenburg et autres membres soviétiques dirigeants du Mouvement de la Paix, qui dans ces discours ont condamné chaque agression et propagande de guerre, il

était clair que les membres non soviétiques de cette direction accepteraient leurs opinions. Mais il y a des changements hardis dans la situation, auxquels nous ne nous attendions pas. Deux de ces changements le sont à tel point que nous ne sommes pas encore conscients s'ils représentent une consultation plus étendue, ou Julio-Curie les a-t-il de lui-même énoncés. Ils franchissent sans égard la frontière pour le développement de la lutte par sa "paix" que l'Informbureau a constituée.

Premièrement, Julio-Curie, au nom de toute l'Organisation a déclaré: "Nous n'avons pas l'intention d'imposer à n'importe quel pays un Gouvernement de notre choix". Cette déclaration est essentielle, car si le Congrès Mondial pour la Paix adoptait ce point de vue de son représentant, il confirmerait par cela même la condamnation de la politique de l'Informbureau qui déjà pendant deux ans concentre son activité principale vers ce but que dans un pays, (la Yougoslavie) on provoque un coup d'Etat, change les dirigeants et impose un Gouvernement d'après son choix.

La deuxième déclaration de Julio-Curie est aussi également sensationnelle: il a déclaré que le Congrès condamne toute discrimination économique, et si le Congrès condamne chaque discrimination il condamnera par cela même et celle intégrale, le blocus presque hermétique que les pays de l'Informbureau déjà depuis deux ans appliquent envers la Yougoslavie. Si ces deux condamnations étaient prononcées cela signifierait que le Congrès Mondial des Partisans de la Paix s'est libéré de servir la politique d'une puissance, (l'Union Soviétique) et qu'il commence de servir réellement la paix.

Les espérances sont belles. Mais le Congrès à Varsovie n'est pas encore fini. Et nous savons que le premier jour de tous ces congrès de la paix est le jour des paroles; les actes viennent seulement après. Elles se sont jusqu'à présent différenciées des actes. Pouvons nous maintenant croire que de tels changements positifs se sont déjà opérés au sein du Congrès Mondial des Partisans de la Paix, réalisant toutes les belles promesses de son président,

refutant même le fond même de la politique de l'Informbureau: désaccord entre les paroles et les actes.

DANS UN DE SES ARTICLES (dans le numéro du 19 septembre, qui est parvenu entre nos mains traitant les difficultés économiques yougoslaves, le journal kominformiste autrichien "Volksstimme" a exprimé son opinion sur la situation économique des Etats du bloc soviétique.

A ce sujet ce journal commence par constater "que la Yougoslavie se trouve à la veille de la banqueroute économique". Après cette constatation il donne une estimation des rapports de l'Occident envers la Yougoslavie. "Les pays occidentaux" prétend-il, «accorderont leur soutien à la Yougoslavie, pour empêcher ainsi...» devinez quoi? «Pour empêcher» dit l'organe du Parti communiste d'Autriche, «que la Yougoslavie ne retourne au sein du camp de la paix!»

Bref, adhérence au bloc soviétique "de la paix" et la banqueroute économique -- sont identique, -- nous dit, "Volksstimme" kominformiste.

Cette casualité ne nous est pas inconnues. Mais jusqu'à présent elle fut accentuée dans un sens unique: que l'adhérence au "Camp de paix" soviétique mène à la banqueroute économique tous les Etats assujettis à l'Union Soviétique. Maintenant, "Volksstimme" prétend que cette casualité existe aussi dans le sens invers notamment que la banqueroute économique conduit au "Camp de paix".

Est-elle exacte aussi la casualité dans le sens invers. D. T.

Revue de la POLITIQUE MONDIALE

est une revue bi-mensuelle éditée par l'Association des Journalistes Yougoslaves

★
Abonnement annuel: 300 frs. fcs.

★
Les abonnements sont reçus à l'Association des Journalistes Yougoslaves, Terazije 31, Beograd III.

★
(Compte -- courant Banque Nationale FNRJ No 103-906033)
Boite postale 125